

République Française
Département du TARN

CDC MONTS DE LACAUNE ET LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC - LACAUNE
Place Général de Gaulle - 81230 LACAUNE

Délibération relative à Opposition au transfert du pouvoir de police de la publicité

Séance du 08 juillet 2024
Délibération n°D_2024_105

Nombre de conseillers

En exercice : 39

Présents : 32

Absents :

- dont suppléés : 0
- dont représentés : 5

Votants : 37

- dont « pour » : 37
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Le 08 juillet 2024 à 18 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc, convoqué le 24 juin 2024, s'est réuni sous la présidence de Daniel VIDAL à Lacaune.

Présents : Véronique ARMENGAUD, Pierre BARDY, Christian BARDY, Robert BARTHE, Alain BARTHES, Alexis BENAMAR, Evelyne BOUSQUET, Jérôme BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Alain CABRE, André CABROL, Isabelle CALVET, Richard COLLET, Francis CROS, Marie-Françoise CROS, Bernard DURAND, Jean-Claude DURAND, Jacques FABRE, Michel FARENC, Jacqueline GRANIER, Francis MAFFRE, Georges MEROU, Antoine PROENCA, Jim RONEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Sylvie SOLIGNAC, Marie-Claude STAVROPOULOS, Christian THERON, Armelle VIALA, Daniel VIDAL, Vincent VIDAL

Représentés : Max ALBERT représenté par Anne-Lise SAUTEREL, Jacques CALVET représenté par Marie-José BROUSSE, Marie CASARES représentée par Isabelle CALVET, Pierre ESCANDE représenté par Daniel VIDAL, Didier SENEGAS représenté par Francis CROS

Excusés : Sandra RAMOND, Moïse ROQUES

Secrétaire de séance : Christian BARDY

Objet : Opposition au transfert du pouvoir de police de la publicité

Pour renforcer le rôle dévolu aux élus locaux dans la protection du cadre de vie de leurs administrés, l'article 17 de la loi Climat et Résilience (loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets) prévoit la décentralisation des compétences de police de la publicité extérieure au profit des maires à compter du 1er janvier 2024.

La loi prévoit dans certains cas le transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité

Date de transmission de l'acte: 10/07/2024

Date de réception de l'AR: 10/07/2024

081-200066553-D_2024_105-DE

A G E D I

Date de l'AR d'annulation: 10/07/2024

du Maire au Président de l'EPCI à fiscalité propre dans les conditions et selon les modalités fixées par l'article L. 5211-9-2 du CGCT. Le transfert est automatique lorsque :

- l'EPCI est compétent en matière de plan local d'urbanisme (PLU) ou de RLP ;
- il s'agit d'une commune de moins de 3 500 habitants membre d'un EPCI à fiscalité propre, y compris lorsque cet établissement n'est pas compétent en matière de PLU ou de RLP.

Néanmoins, un maire qui souhaite exercer lui-même cette police dispose d'un délai de six mois pour s'opposer au transfert et conserver cette compétence (dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales). Dès lors qu'un ou plusieurs maires se sont opposés au transfert et seulement dans ce cas, le président de l'EPCI peut décider de renoncer au transfert (dans le mois qui suit la fin du délai pendant lequel les maires pouvaient s'opposer).

Considérant la délibération n°34-2024 du Conseil Municipal de Murat-sur-Vèbre du 12 juin, qui s'oppose au transfert du pouvoir de police de la publicité à l'EPCI,
Considérant que cette délibération a été notifiée à la Communauté de Communes des Monts de Lacane et de la Montagne du Haut Languedoc le 19 juin 2024

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire

- de renoncer au transfert du pouvoir de police de la publicité à l'EPCI,
- de laisser ce pouvoir de police au Maire,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Entendu le rapport du Président,

Le Conseil de Communauté,

DECIDE

A l'unanimité des membres présents

- de renoncer au transfert du pouvoir de police de la publicité à l'EPCI,
- de laisser ce pouvoir de police au Maire,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – Christian BARDY

Le Président – Daniel VIDAL

Date de transmission de l'acte: 10/07/2024
Date de reception de l'AR: 10/07/2024
081-200066553-D_2024_105-DE
A G E D I

Date de l'AR d'annulation: 10/07/2024

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le ____ / ____ / 20____
et publié ou notifié
le ____ / ____ / 20____